



MARCHE PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

PROCEDURE ADAPTEE

En application de l'article 27
du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016
relatif aux Marchés Publics

Marché public à tranches

En application de l'article 77
du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016
relatif aux Marchés Publics

**Fourniture et mise en œuvre
d'une solution de Santé au travail**

***Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)***

***N° du marché public
MP-TIC-2017-53***

Service Ressources Finances / Marchés Publics
--

Village des Collectivités Territoriales
1 avenue de Tizé
CS 13600
35236 THORIGNÉ-FOUILLARD CEDEX

Téléphone : 02 99 23 31 00
Télécopie : 02 99 23 38 00
Site internet : www.cd35.fr
E-mail : contact@cd35.fr

SOMMAIRE

Article 1 :	Pouvoir adjudicateur	3
Article 2 :	Objet du marché	3
Article 3 :	Pièces contractuelles du marché	3
Article 4 :	Procédure de passation	4
Article 5 :	Durée du marché	4
Article 6 :	Prix et modalités de détermination dans les prix pour chaque tranche.....	4
Article 6.1 :	Contenu des prix	4
Article 6.2 :	Modalités de variation des prix	4
Article 6.2.1 :	Actualisation des prix	4
Article 6.2.2 :	Révision des prix	5
Article 7 :	Modalités d'exécution	5
Article 7.1 :	Lancement des prestations	5
Article 7.2 :	Mise en œuvre	5
Article 7.3 :	Maintenance.....	5
Article 8 :	Constatation de l'exécution des prestations.....	6
Article 8.1 :	Prestation 1 : mise en œuvre	6
Article 8.2 :	Prestation 2 : Formation	6
Article 9 :	Délais d'exécution	7
Article 10 :	Garantie.....	7
Article 10.1 :	Garantie technique	7
Article 10.2 :	Prolongation de la garantie technique	7
Article 11 :	Dispositions spécifiques à la maintenance et au support	7
Article 11.1 :	Dispositions spécifiques	7
Article 11.2 :	Délais d'intervention	7
Article 12 :	La formation des utilisateurs.....	7
Article 13 :	Sous-traitance.....	7
Article 14 :	Pénalités	8
Article 14.1 :	Pénalités pour retard de livraison des logiciels et des formations	8
Article 14.2 :	Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	8
Article 15 :	Modalités de règlement	8
Article 15.1 :	Prestation P1 : mise en œuvre.....	8
Article 15.2 :	Prestation 2 - Formation	8
Article 15.3 :	Prestation 3 - Reprise des données	8
Article 15.4 :	Prestation 4 - Abonnement	8
Article 15.5 :	Prestation 5 - Hébergement.....	8
Article 15.6 :	Présentation des demandes de paiement.....	9
Article 15.7 :	Modalités de règlement	9
Article 16 :	Confidentialité	9
Article 17 :	Propriété des données.....	10
Article 18 :	Assurances	10
Article 19 :	Résiliation	10
Article 20 :	Règlement des litiges.....	10
Article 21 :	Modification du marché	10
Article 22 :	Dérogations au CCAG-TIC	10

Article 1 : Pouvoir adjudicateur

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille et Vilaine
Village des Collectivités Territoriales
1, avenue de Tizé
CS 13600
35236 Thorigné-Fouillard Cedex

Article 2 : Objet du marché

La consultation a pour objet la fourniture et la mise en œuvre d'un logiciel de santé au travail répondant aux impératifs suivants :

- fourniture du logiciel, standard du marché
- hébergement des données
- agrément hébergement des données de santé à caractère personnel

Conformément à l'article 77 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, la consultation concerne 1 tranche ferme et 4 tranches conditionnelles, définies comme suit :

Tranche ferme : **Le logiciel : délivrance du service associé en mode Saas, installation, paramétrage, assistance au démarrage, garantie, assistance, maintenance.**
L'hébergement des données chez l'éditeur ou sous-traité
La formation des utilisateurs
La reprise des données

Tranche conditionnelle 1 : **Evolutions fonctionnelles**

Tranche conditionnelle 2 : **Interface référentiels individu / établissement**

Tranche conditionnelle 3 : **Interface facturation**

Tranche conditionnelle 4 : **Interface accident de travail / maladie professionnelle**

Les spécifications techniques sont précisées dans le CCTP.

Article 3 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du présent marché sont énumérées comme suit par ordre de priorité décroissante (pour l'ensemble des lots) :

Pièces particulières :

- l'Acte d'Engagement (AE), et son annexe jointe, signés manuscritement :
 - o l'acte de sous-traitance le cas échéant
 - o le bordereau des prix
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- le mémoire technique
- le calendrier prévisionnel de réalisation
- le plan de formation
- le contrat de maintenance et de service de suivi du logiciel

Pièces générales :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC) approuvé par arrêté du 16 septembre 2009

Il est précisé que les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant. Les pièces générales, bien que non annexées aux autres pièces constitutives du marché sont réputées connues du titulaire.

Article 4 : Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée prévue à l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il s'agit d'un marché à tranches prévu à l'article 77 du Décret précité.

Article 5 : Durée du marché

Le délai d'exécution des prestations débute à la notification de l'ordre de service conformément au calendrier de mise en œuvre remis par le candidat.

La durée prévue est de un an renouvelable trois fois par tacite reconduction.

Les prestations de maintenance et de service courent à compter de la fin de la période de garantie.

Article 6 : Prix et modalités de détermination dans les prix pour chaque tranche

Article 6.1 : *Contenu des prix*

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire sur la base du bordereau de prix;

Le marché inclut également des prestations à prix unitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Article 6.2 : *Modalités de variation des prix*

Article 6.2.1 : *Actualisation des prix*

Les prix P1, P2 et P3 du bordereau des prix sont fermes et actualisables.

L'actualisation est appliquée si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date de notification du marché et la date de réception de l'ordre de service par le titulaire.

Le prix actualisé PA est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$PA = P \times \frac{I(d - 3)}{I0}$$

Dans laquelle :

- PA est le prix ferme actualisé
- P est le prix initial du marché
- I correspond à l'indice national Syntec
- I0 et I(d-3) sont les valeurs prises respectivement au mois zéro (mois de la date de notification) et au mois (d-3) par l'index de référence I du marché sous réserve que le mois d correspondant au mois de réception de l'ordre de service du marché pour l'exécution des prestations soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

L'indice Syntec est disponible sur le site <http://www.syntec.fr/> (indice du mois) et sur le site <http://www.juristique.org/?p=491> (historique de l'indice Syntec).

En cas de suppression ou de modification de l'indice Syntec, le pouvoir adjudicateur utilisera un indice équivalent à l'indice initialement prévu.

Article 6.2.2 : Révision des prix

Les prix P4 et P5 du marché sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la notification du marché. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix seront révisés à chaque date anniversaire du marché par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

$$P_n = P_0 \times C_n$$

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

Dans laquelle :

- Pn est le prix révisé
- P0 est le prix initial du marché
- I0 est la valeur de l'index de référence I respectivement au mois zéro
- In est la valeur de l'index de référence I connue au mois n

Les prix ainsi révisés seront fermes et définitifs pendant cette période.

Il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

L'indice Syntec est disponible sur le site <http://www.syntec.fr/> (indice du mois) et sur le site <http://www.juristique.org/?p=491> (historique de l'indice Syntec).

En cas de suppression ou de modification de l'indice Syntec, le pouvoir adjudicateur utilisera un indice équivalent à l'indice initialement prévu.

Article 7 : Modalités d'exécution

Article 7.1 : Lancement des prestations

Le début d'exécution des prestations de la tranche ferme sera notifié au titulaire par un ordre de service.

L'exécution de chaque tranche conditionnelle est subordonnée à une décision du pouvoir adjudicateur, notifiée au titulaire par une lettre recommandée avec un accusé de réception.

Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit ni en cas de non affermissement de la tranche conditionnelle ni en cas de retard dans l'affermissement.

Une réunion de lancement est prévue en mai 2018.

Article 7.2 : Mise en œuvre

Le début d'exécution des prestations sera notifié au titulaire par un ordre de service.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui sont notifiées appellent des observations de sa part, il doit le notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient fait ou non l'objet d'observations de sa part.

En cas de co-traitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Article 7.3 : Maintenance

Les modalités d'exécution sont celles définies dans le contrat de maintenance et service annexés à l'acte d'engagement et respecteront les conditions prévues dans l'article 5.5 du CCTP.

Article 8 : Constatation de l'exécution des prestations

Article 8.1 : Prestation 1 : mise en œuvre

Les opérations d'installation et de vérification comprennent cinq étapes qui sont la mise en ordre de marche, la validation des spécifications, la vérification d'aptitude, la vérification de service régulier et la réception.

Elles s'effectuent selon les modalités suivantes :

Mise en ordre de marche (MOM) :

Le titulaire dispose d'un mois à compter de la date de réception de l'ordre de service pour effectuer la mise en ordre de marche, c'est à dire l'installation des logiciels et matériels afférents.

Le titulaire devra remettre un procès-verbal de mise en ordre de marche au pouvoir adjudicateur et lui indiquer s'il sera présent aux opérations de vérification.

Validation des spécifications :

Le titulaire dispose d'un mois à compter de la date de réception de la mise en ordre de marche pour effectuer la validation des spécifications.

Le titulaire devra remettre un procès-verbal de validation des spécifications fonctionnelles et techniques au pouvoir adjudicateur et lui indiquer s'il sera présent aux opérations de validation.

Vérification d'aptitude (VA) :

La vérification d'aptitude intervient après la validation des spécifications. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par le marché.

Les opérations de vérification d'aptitude seront effectuées dans le délai d'un mois suivant la notification par le titulaire du procès-verbal de validation des spécifications au pouvoir adjudicateur.

Un procès-verbal de vérification d'aptitude sera établi et contresigné par le titulaire.

Si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 28 du CCAG TIC.

Vérification de Service Régulier (VSR) :

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

La durée des opérations de vérifications de service régulier est de deux mois maximum à compter de la date de notification du procès-verbal de vérification d'aptitude des matériels ou logiciels.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 7 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Décision après vérification :

La réception sera prononcée au plus tard un mois après la notification de la VSR si les réserves de VSR et de VA ont été levées.

Article 8.2 : Prestation 2 : Formation

Les vérifications relatives à ces prestations se font sur constatation du service fait.

Un certificat de service fait sera alors délivré au titulaire du marché.

Article 9 : Délais d'exécution

Pour l'ensemble des prestations, le titulaire devra se conformer aux délais d'exécution indiqués dans son offre (planning de réalisation) sous peine de pénalités (article 14 du CCAP).

Le planning prévisionnel de réalisation a valeur contractuelle. Le titulaire s'engage sur les délais proposés.

Article 10 : Garantie

Article 10.1 : Garantie technique

La prestation P1 fait l'objet d'une garantie minimale d'un an dont le point de départ est le prononcé de la décision de réception.

La période dite de garantie est comprise comme la période pendant laquelle le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Article 10.2 : Prolongation de la garantie technique

Si au terme du délai de garantie le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Article 11 : Dispositions spécifiques à la maintenance et au support

Le présent marché intègre des prestations de maintenance et d'assistance telles que définies aux articles 31 et 32 du CCAG-TIC. La maintenance prendra effet lorsque la période de garantie arrivera à son terme.

Article 11.1 : Dispositions spécifiques

Les dispositions spécifiques à la maintenance et à l'assistance seront précisées dans les contrats de maintenance rédigés par le titulaire conformément à l'article 5.5 du CCTP.

Article 11.2 : Délais d'intervention

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'intervention indiqués dans l'article 5.5 du CCTP.

En cas de non-respect de ces délais d'intervention, le titulaire se verra appliquer des pénalités conformément à l'article 14 du CCAP.

Article 12 : La formation des utilisateurs

La formation des utilisateurs aura lieu dans les locaux du CDG 35 et se déroulera conformément l'article 5.4 du CCTP.

Article 13 : Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant, dont les conditions de paiement auront été agréées par la personne publique, bénéficiera du paiement direct par le CDG 35, pour toute somme supérieure ou égale à 600 euros HT.

Les conditions de paiement du sous-traitant sont identiques à celles du titulaire.

Chaque sous-traitant devra justifier qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales.

Le candidat devra également fournir, pour chaque sous-traitant, toutes les pièces pour justifier de ses capacités (article 10 du règlement de consultation).

Article 14 : Pénalités

Article 14.1 : Pénalités pour retard de livraison des logiciels et des formations

A l'issue de la phase de négociation, un planning définitif de réalisation sera établi et aura valeur contractuelle.

Toute journée de retard constatée par rapport aux différentes dates de livraison de l'ensemble des prestations fera l'objet d'une pénalité d'un montant de 100,00 € en cas d'imputabilité du titulaire.

Article 14.2 : Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, en cas de non respect des délais contractuels d'exécution, de livraison ou de vérification et ce, dû au fait du titulaire, celui-ci encourt, conformément à l'article 5.5.2 du CCTP deux types de pénalités :

- 200 € par jour de retard à l'expiration du délai pour les incidents bloquants ou majeurs, sans mise en demeure préalable
- 50 € par jour ouvré de retard et sans mise en demeure préalable, à l'expiration du délai, pour les incidents mineurs.

Les délais contractuels d'exécution à respecter sont ceux figurant dans l'offre du candidat (respect du planning) ainsi que ceux indiqués dans l'ordre de service au moment du démarrage des prestations.

Article 15 : Modalités de règlement

Article 15.1 : Prestation P1 : mise en œuvre

Mise en ordre de marche (MOM)	20,00%
Validation du Dossier de Spécifications	10,00%
Vérification d'aptitude (VA)	40,00%
Vérification de service régulier (VSR)	20,00%
Réception	10,00%

Article 15.2 : Prestation 2 - Formation

Le paiement de la prestation se fera après service fait sur présentation de la facture.

Un certificat de service fait sera établi en double exemplaire par le pouvoir adjudicateur afin d'attester de la bonne exécution des prestations.

Article 15.3 : Prestation 3 - Reprise des données

Le paiement de la prestation s'effectuera sur présentation de la facture.

Article 15.4 : Prestation 4 - Abonnement

Le paiement de la prestation s'effectuera sur présentation de la facture.

Article 15.5 : Prestation 5 - Hébergement

Le paiement de la prestation s'effectuera sur présentation de la facture.

Article 15.6 : Présentation des demandes de paiement

Après certification du service fait et réception par le titulaire du ou des PV de réception, les factures afférentes au paiement des prestations seront établies en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement
- le numéro du marché
- la date de notification du marché
- la nature de la prestation demandée
- le montant HT de chaque prestation
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC des prestations exécutées
- la date de facturation

Les factures seront adressées à l'ordre de :

Monsieur le Président
Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille-et-Vilaine
Village des Collectivités Territoriales
1, avenue de Tizé
CS 13600
35236 Thorigné Fouillard Cedex
Tél : 02.99.23.31.00

Comptable public assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier de Rennes Municipale
Le Colbert
31-32 place du Colombier
B.P. 23104
35031 Rennes Cedex
Tél. : 02.99.31.48.66

Les factures peuvent également être transmises de manière dématérialisée sur le portail Chorus Pro.

Pour ce faire, les factures dématérialisées doivent impérativement comporter les mentions obligatoires suivantes :

- ✚ Le n° SIRET : 283 503 563 000 35
- ✚ Le budget auquel elle rapporte : Budget Centre de Gestion d'Ille et Vilaine (205)

L'utilisation de ce portail deviendra progressivement obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique d'ici le 1er janvier 2020, dans le respect du calendrier défini par la loi du 3 janvier 2014.

Article 15.7 : Modalités de règlement

Les prestations seront rémunérées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours à compter de la date de réception des paiements.

Article 16 : Confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, décisions dont ils auront eu connaissance durant l'exécution du marché.

Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur.

Article 17 : Propriété des données

Le CDG35 demeure propriétaire du contenu des données exploitées, traitées, hébergées et sauvegardées pour son propre compte par le titulaire. Le marché ne confère aucun droit d'utilisation des données au titulaire, qui ne peut ni les divulguer ni les transmettre à des tiers.

Article 18 : Assurances

Seules les stipulations de l'article 9 du CCAG-TIC relatives aux assurances sont applicables.

Article 19 : Résiliation

Le présent marché pourra être résilié pour les motifs et dans les conditions fixées aux articles 39 à 44 du CCAG-TIC.

Article 20 : Règlement des litiges

Les contestations ayant trait à l'application du présent marché et à toutes les obligations qui en découlent, seront à défaut d'accord à l'amiable, soumises au Tribunal Administratif de Rennes.

Article 21 : Modification du marché

Toute modification du présent marché fera l'objet d'un avenant.

Article 22 : Dérogations au CCAG-TIC

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

L'article 8 du présent CCAP déroge aux articles 23 à 28 du CCAG-TIC.